**CONTRE L’EXTRÊME-DROITE**

**AU POUVOIR**

Le choc du premier puis second tour de la présidentielle 2017 jusqu’au résultat des dernières élections européennes est le score élevé de l’extrême-droite française en France hexagonale et surtout dans les Outre-mer. Pour comprendre ce choc il faut d’abord être lucide. Insécurité, délinquance galopante, appauvrissement des agriculteurs, précarisation massive engendrent le même vote radical et anti partis traditionnels qu’en France hexagonale…Mais il y’a aussi la xénophobie et le racisme qui en tant que phénomènes humains peuvent hélas concerner n’importe quel être humain, quelle que soit sa couleur de peau, fût-il habitant de terres créoles et métissées comme la nôtre.

Pour autant, il incombe à tous ceux qui ne cèdent pas face à l’indignité absolue des discours et postures politiques prônant la guerre des cultures, la hiérarchisation des peuples et des mémoires, la xénophobie, et qui dans le même temps valorise le passé colonial français, tout en niant les droits des femmes, les principes du service public, la sacralité juridique de nos principes constitutionnels et républicains, et la diversité ethno-culturelle de la France ; d’exhorter les Guadeloupéens à ne pas faire un choix qui s’avère dangereux et tragique pour nous tous.

L’EXTRÊME DROITE EST UNE ABOMINATION POLITIQUE !

L’analyse croisée des discours historiques et des discours actuels montre que sur les thèmes politiques principaux, l’extrême-droite demeure très nationaliste et négationniste face aux crimes racistes du passé et dans le monde malgré une opération réussie de récupération et de recyclage de certaines thématiques républicaines telles que la laïcité ou la lutte contre l’antisémitisme.

Pour eux la nation est le seul symbole légitime (à l’exclusion des symboles républicains par exemple), les origines liées au sang doivent être la seule source de nationalité (à l’exclusion du sol et donc du fait de résider en France), le protectionnisme et la souveraineté monétaire sont les seuls garants de la prospérité française (contrairement à toute intégration supra étatique comme l’Union européenne).

Pour le reste, la sémantique, reste en effet la même : l’immigration est une plaie, la religion musulmane est une plaie, la France est en déclin et un grand remplacement ethnique serait en cours etc…En réalité, les partis d’extrême-droite : c’est à dire les partis qui puisent toujours dans les traditions nationalistes (antirépublicaine, national-socialiste, voire fasciste) du début du XX e siècle une grande partie de leur argumentaire et de leurs idées centrées autour du rejet du système politique et de la haine de l’étranger et des autres cultures, sont fondamentalement contre toute forme de différences linguistiques, culturelles, et prônent de façon plus ou moins larvée le suprémacisme de la culture occidentale et la supériorité de l’homme blanc. Leur arrivée au pouvoir entraînera émeutes urbaines, instabilité, et dénigrement de l’image internationale de la France, y compris non hexagonale.

Par ailleurs, la politique prônée, telle qu’ils la conçoivent, sera toujours de tradition fasciste et colonialiste ! Car elle a pour objectif essentiellement la supériorité et la domination imposées de cette culture occidentale sur les autres, ainsi que « la France aux français »…Ce qui implique le négationnisme face à la traite et l’esclavage, le refus de célébrer l’abolition de l’esclavage, et l’indifférence face à la barbarie raciste dans le monde.

Nous vivons certes et hélas un changement d’époque concernant la valeur morale des propos et surtout des attitudes racistes en politique. Lorsqu’un sujet aussi important pour la planète entière que celui de la reconnaissance de l’esclavage en tant que crime pour l’humanité par les pays européens est enfin posé par une institution européenne, une bonne partie de la représentation européenne française soit s’abstient lors du vote (les Républicains), soit vote contre (l’extrême droite). Peu importe la cohérence de chaque formation face à une telle mesure historique, il n’y’avait que le vote positif qui pouvait démontrer l’humanité et le degré de civilisation de chaque député participant au vote. Il y’a eu donc là une infamie sans commune mesure que trop de nos compatriotes guadeloupéens oublient ou mettent sous le tapis de leur colère.

D’autre part, la Commission nationale consultative des droits de l'homme procède chaque année à une étude de la question de la discrimination, appuyée notamment sur une enquête d’opinion et son dernier

rapport est plus qu’alarmant. Les noirs en France et dans les Outre-mer subissent une véritable oppression raciste, qui perdure et s’appesantit. Les conceptions de l’humanité fondées sur la notion de « race » ont jadis servi de support aux discours et idéologies racialistes à l’origine de la colonisation, ou d’actes discriminatoires voire criminels (viols, tortures, génocide…). Ainsi, les verrous éthiques ont sauté parce qu’il y’a une réelle oxydation, qu’alimentent les réseaux sociaux, des valeurs morales dans les comportements individuels et collectifs. La politique devient hystérique et agressive. La surenchère des invectives et insultes sont systématiques. Et sur les bancs même de l’Assemblée nationale on voit s’étendre la lèpre du racisme et de l’antisémitisme.

La crise économique, les pertes de repères éthiques entraînent partout la tentation du repli sur soi, voire de l’entre-soi : la recherche identitaire se fait à travers l’appartenance communautaire. La perte des repères nécessaires au vivre ensemble est accentuée en France et en Guadeloupe par la disparition progressive de l’autorité, de la raison, de l’ouverture d’esprit et de la bienveillance envers autrui.

Mais si nous succombons à nos peurs et à nos colères, nous ouvrons la voie à ces manipulateurs et conspirateurs politiques qui ne cherchent qu’à exploiter nos doutes et nos ressentiments pour accéder au pouvoir et bâtir sur nos coeurs et nos esprits leur cathédrale d’intolérance, de haine et de peur. Tout sera bien pire ! De l’effondrement de notre économie jusqu’à la crise de régime politique en passant par la désinhibition massive des comportements racistes (notamment au sein des forces de l’ordre) portant atteinte à l’intégrité physique des personnes dites de couleur.

Chers compatriotes Guadeloupéens et Guadeloupéennes,

Ne tournons pas le dos à tout ce que nos ancêtres ont dû endurer pour bâtir une société meilleure et digne pour tous les enfants de notre Guadeloupe !

**Ne tournons pas le dos à la mémoire de Maryze Condé, de Guy Tirolien, de Sonny Rupaire, de Jacob Desvarieux, de Patrick Saint-Éloi, de Rudy Benjamin, de Vélo, de Jean-Pierre Sainton, d’Ignace et de Solitude, et de tant d’autres glorieux fils et filles de Guadeloupe !**

Ne tournons pas le dos aux combats victorieux de ceux qui ont contribué par la sueur et le sang à faire de nous un peuple de génies, de champions, de créateurs, d’artistes solaires et reconnus partout dans le monde !

Ne souillons pas les eaux pures de notre amour flamboyant de la vie par les idéologies funestes, rétrogrades et mortifères de ceux qui ne nous considèrent pas comme leur égal, ne nous aimerons jamais, nous méprisent et nous divisent toujours plus malgré les apparences et l’hypocrite proximité de certains de leurs candidats.

**Ne mettons pas notre avenir « ô piyaj » !!**

Nous vous appelons donc tous à VOTER lors des élections législatives et à le faire en refusant la moindre voix à l’extrême droite raciste et colonialiste.

Faisons barrage à l’extrême-droite en Guadeloupe !

**Premiers signataires**

Didier DESTOUCHES, Juriste, essayiste, artiste-peintre et poète,

Astrid ARCONTE, enseignante,

Dominik COCO, artiste,

Laure TARER, Autrice,

Harry OZIER LAFONTAINE, directeur de recherches à l’INRAE

Stéphanie MULOT, sociologue,

Gilbert HERNANDEZ, retraité restaurateur

Dominique DESPLAN, artiste photographe auteur

Cinna Victorine MARIGWADLOUP, vice-présidente du MIR

Janmari FLOWERS, président de l’association VIVRE, écologue,

Michèle ZÉNON, sociologue, élu municipale et communautaire,

Alex LOLLIA, syndicaliste et professeur de philosophie,

Cédrick « Isham » CALVADOS, artiste photographe,

David DAHOMAY, cadre territorial, co-fondateur du Collectif Guadeloupe *Éthique et Démocratie*,

Sébastien BERNARD, guide conférencier,

Paola GLORY RIBEMONT, enseignante et artiste peintre,

Dimitry ZANDRONIS, cinéaste,

Jacky DAHOMAY, philosophe,

Fred ARMOUGON, Cadre supérieur de santé et enseignant retraité

Tony ALBINA, enseignant, co-fondateur du Collectif Guadeloupe *Éthique et Démocratie*,

Christian SAAD, économiste, co-fondateur du Collectif Guadeloupe *Éthique et Démocratie*,

Hubert JABOT, avocat, président de la Ligue des droits de l’Homme Guadeloupe,

Olivier MOUNSAMY, enseignant

Dominique VELLEYEN, citoyenne engagée,

Hervé GUIBERT, chirurgien-dentiste,

Raymond PROCÈS, auteur

Michel REINETTE, journaliste,

Pierre REINETTE, ancien haut fonctionnaire,

Jacob LABETH, professeur agrégé d’histoire et de géographie

Corinne SAINTE-LUCE, médecin,

Rosan MONZA, artiste,

Béatrice IBENE, vétérinaire,

Michel EYNAUD, psychiatre,

Sonia DERIAU-REINE, militante associative et enseignante,

Jane MORTON-NIMAR, avocate,

Elisabeth GUSTAVE, enseignante,

Jan-Marc FERLY, avocat,

Elisabeth LANDI, enseignante,

Gilles CAZIMIR, coach professionnel certifié

Diana PERRAN, ancienne vice-présidente de la Région Guadeloupe

Patricia CHATENEY RIVAUDEY, vice-présidente de l’association VIVRE

Bernard DENDELÉ LECLAIRE, romancier

Stanley DAMAS, artiste et poète

Stéphanie MUSQUET, Professeure de lettres modernes

Fanny CHOCHOS, chroniqueuse politique

Olivier LABOISSIÈRE, Consultant en communication

Lydia LUGROS, enseignante

Elie SHITALOU, Président du *Sanatan Dharma Samaj*

Janmari FLOWERS, président de l’association VIVRE, écologue

Krista MATHIAS , étudiante en droit public

Michel RENÉ, cadre de l’administration territoriale

Hélène LABETH, cadre d’entreprise

Marie-Paule FERNANDÈS MOREIRA, citoyenne engagée et assistante pédagogique

Cyrielle CUIRASSIER, économiste et lobbyiste institutionnelle affaires européennes

Patrick FLORY, ingénieur divisionnaire (agriculture, environnement)

Lucile BONNET , étudiante en science politique

Jemmy RUGARD, Osthéopathe

Rachel LINTHILAC, commandant de police retraitée

Marion FACORAT, cadre territorial

Martine CARIEN ép. JIOUNANDAN, conjoint collaborateur Transports Jiounandan

Jonathan FISVAL, sans activité

Aline CAREL, professeur d’éco/gestion